

DIONNE, Bernard, *Le syndicalisme au Québec*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991. 127 p.

Robert Tremblay

Volume 47, Number 1, Summer 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305194ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305194ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, R. (1993). Review of [DIONNE, Bernard, *Le syndicalisme au Québec*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991. 127 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(1), 112–114. <https://doi.org/10.7202/305194ar>

DIONNE, Bernard, *Le syndicalisme au Québec*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991. 127 p.

À l'heure des changements technologiques rapides et de la mondialisation des marchés, le monde du travail est en proie à de profonds bouleversements qui ont pour effet de modifier les rapports de force patrons-employés, tout en entraînant une réévaluation de l'action syndicale dans la plupart des pays industrialisés. Dans un contexte où les termes d'un nouveau contrat social restent à définir, l'ouvrage de Bernard Dionne propose une réflexion sur les perspectives d'avenir du syndicalisme québécois. L'originalité du propos tient en bonne partie au fait d'avoir inscrit son questionnement dans une démarche historique.

Paru chez Boréal, dans une collection rappelant la formule du «Que sais-je?», ce petit livre retrace en première partie les grandes lignes de l'évolution historique du syndicalisme québécois depuis le début du XIX^e siècle. Même

si, sur le plan du découpage chronologique et thématique, l'ouvrage se démarque peu des grandes synthèses (CSN/CEQ, Palmer, Rouillard, etc.) produites au cours des quinze dernières années en histoire ouvrière, il n'en demeure pas moins utile pour ses vertus pédagogiques; le style est alerte et les explications (parfois accompagnées de tableaux et de figures), d'une grande clarté. Il est certain que les étudiants, ou encore les travailleurs en stage de formation syndicale, trouveront là un outil précieux pour accéder à une première connaissance de leur passé. Adoptant un schéma désormais classique, l'auteur subdivise la trajectoire historique du mouvement syndical au Québec en cinq grandes périodes: la phase de reconnaissance (1800-1880), la phase de consolidation (1881-1918), celles de résistance (1919-1939) et d'institutionnalisation (1940-1958), et enfin la phase de radicalisation et de nouveau syndicalisme (1959-1990). Pour chacune, on prend soin de bien identifier les influences exogènes (conjoncture politique sur le plan international, crises du capitalisme, pénétration des syndicats américains, etc.) et les facteurs internes (industrialisation, évolution des rapports sociaux, question nationale, rôle du clergé, etc.) qui ont marqué le développement des institutions syndicales québécoises. Le seul reproche que l'on pourrait adresser à ce chapitre, c'est finalement l'imprécision de certains concepts, qui a pour effet d'en diminuer la portée analytique. Ainsi, le syndicalisme de métier nous est présenté comme un type d'organisation «centré sur les valeurs professionnelles, le libéralisme économique et l'abandon de la gestion de l'entreprise à la responsabilité patronale» (p. 8). Si cette définition apparaît valable pour décrire une réalité ayant cours au XX^e siècle, elle l'est beaucoup moins sitôt appliquée au XIX^e siècle. Faut-il rappeler que l'un des grands enjeux des tensions entre patrons et ouvriers, à l'aube du capitalisme industriel (et jusqu'en 1914), fut la question du contrôle de l'organisation technique du travail dans les ateliers et son pendant, le contrôle du marché du travail; dans un cas comme dans l'autre, les syndicats de métier ont exercé un rôle de premier plan. De récentes recherches sur les mouleurs, les machinistes, les charpentiers et les imprimeurs du XIX^e siècle convergent d'ailleurs dans le même sens.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur brosse un tableau du syndicalisme québécois aujourd'hui. Après avoir analysé scrupuleusement le taux de syndicalisation, les principaux secteurs d'implantation et les structures organisationnelles des grandes centrales, il conclut que le monde syndical au Québec est en bonne santé, contrairement aux États-Unis et en France où il est en perte de vitesse. Toutefois, il convient de constater que même s'il y a eu une augmentation constante des effectifs syndicaux depuis le début de la Révolution tranquille au Québec, élevant le taux de présence syndicale à 39% en 1990, il n'en reste pas moins que depuis 1976 les principales centrales québécoises (CSN, FTQ, CEQ) perdent des points au profit des associations indépendantes, quant au pourcentage de représentativité auprès des travailleurs syndiqués (p. 66, tableau 2.2), ce qui n'est pas nécessairement un signe de vitalité. Il est également à déplorer que l'auteur n'ait pas fait mention de l'imbroglie concernant la décision récente de la FTQ de ne plus verser de cotisations au Congrès du travail du Canada. Ne s'agit-il

pas là d'un épisode final de la lutte menée depuis vingt ans par cette centrale, en vue d'acquiescer l'autonomie complète? Ne faudrait-il pas voir dans ces événements un virage majeur du syndicalisme québécois, portant un coup fatal aux décisions et à l'esprit du Congrès de Berlin de 1902?

La troisième partie de l'ouvrage de Bernard Dionne prend en considération les grands défis qui se présentent aujourd'hui au monde syndical — changements technologiques, libre-échange, négociations dans le secteur public, lutte des femmes pour l'équité, place aux jeunes — et examine les nouvelles approches dont le syndicalisme devra tenir compte pour relever ces défis. Si j'ai bien compris l'argumentation de l'auteur, le temps serait venu pour les syndicats québécois de dépoussiérer leurs stratégies de confrontation avec le patronat et l'État néo-libéral, afin de s'adapter aux nouvelles réalités du marché du travail à l'aube de l'an 2000 (prépondérance des emplois tertiaires, rôle accru des femmes, montée des employés à statut précaire, etc.), et d'établir les bases d'une démocratie industrielle par la concertation entre le capital et le travail. J'avoue que je ne suis pas si sûr que la voie du partenariat et du consensus social soit toujours la meilleure solution en période de crise du capitalisme et de remise en question de l'État-providence. Les 65 000 ouvriers métallurgistes allemands en savent quelque chose, eux qui ont dû déclencher la grève en mai 1992 afin de se prémunir contre une diminution réelle de leur salaire proposée par un patronat avide de récolter rapidement les fruits de la réunification. Il en est de même pour les *trade unions* britanniques menacés par une loi extrêmement virulente, laquelle permettrait au gouvernement de retirer par décret l'accréditation de n'importe quel syndicat en cas de désobéissance civile. Plus près de nous, je ne vois pas très bien comment une stratégie de concertation parviendrait à faire reculer le gouvernement Mulroney à propos du projet de réforme Valcourt concernant la Loi de l'assurance-chômage.

Malgré ces quelques réserves, il faut convenir que le livre de Bernard Dionne soulève des questions importantes et amorce une réflexion enrichissante sur des phénomènes contemporains tels que l'«hétérogénéisation» de la main-d'œuvre, la disparition des solidarités essentielles entre les divers groupes de travailleurs, l'étiollement du mouvement social et la dissolution des anciennes identités collectives. Ne serait-ce que pour ces raisons, l'ouvrage vaut la peine qu'on le prenne au sérieux.